

**HISTOIRE – GÉOGRAPHIE**

**séries L et ES**

---

**Durée de l'épreuve : 4 heures**

**Coefficient : • série L : 4  
• série ES : 5**

---

Ce sujet comporte 10 pages numérotées de 1/10 à 10/10

*Le candidat doit traiter :*

*UN des trois sujets de géographie de la première partie  
et  
UN des deux sujets d'histoire de la deuxième partie.*

*Première partie*

**GÉOGRAPHIE**

Le candidat choisit UN des trois sujets proposés

**SUJET I  
COMPOSITION**

**L'Asie orientale, une aire de puissance économique.**

**SUJET II  
COMPOSITION**

**L'organisation de la façade atlantique de l'Amérique du Nord.**

## SUJET III ÉTUDE D'UN ENSEMBLE DOCUMENTAIRE

### L'Union européenne : une puissance industrielle ?

Liste des documents :

**Document 1** : Les principaux noyaux d'industrie manufacturière dans le monde en 1999.

Source : Vandermotten, Université Libre de Bruxelles, 2003.

**Document 2** : L'alliance Renault-Nissan, ventes mondiales et implantations industrielles en 2002.

Source : D'après *l'Atlas Renault 2003*.

**Document 3** : Avec l'A 380, Airbus vole encore plus haut.

Source : Kira Mitrofanoof, *Challenges*, n°226, 10 juin 2004

**Document 4** : Les délocalisations.

Source : D'après <http://www.lemonde.fr/>

**Document 5** : La recherche européenne à la traîne derrière les États-Unis.

Source : Arnaud Leparmentier, *Le Monde*, 26 juin 2002.

#### *Première partie*

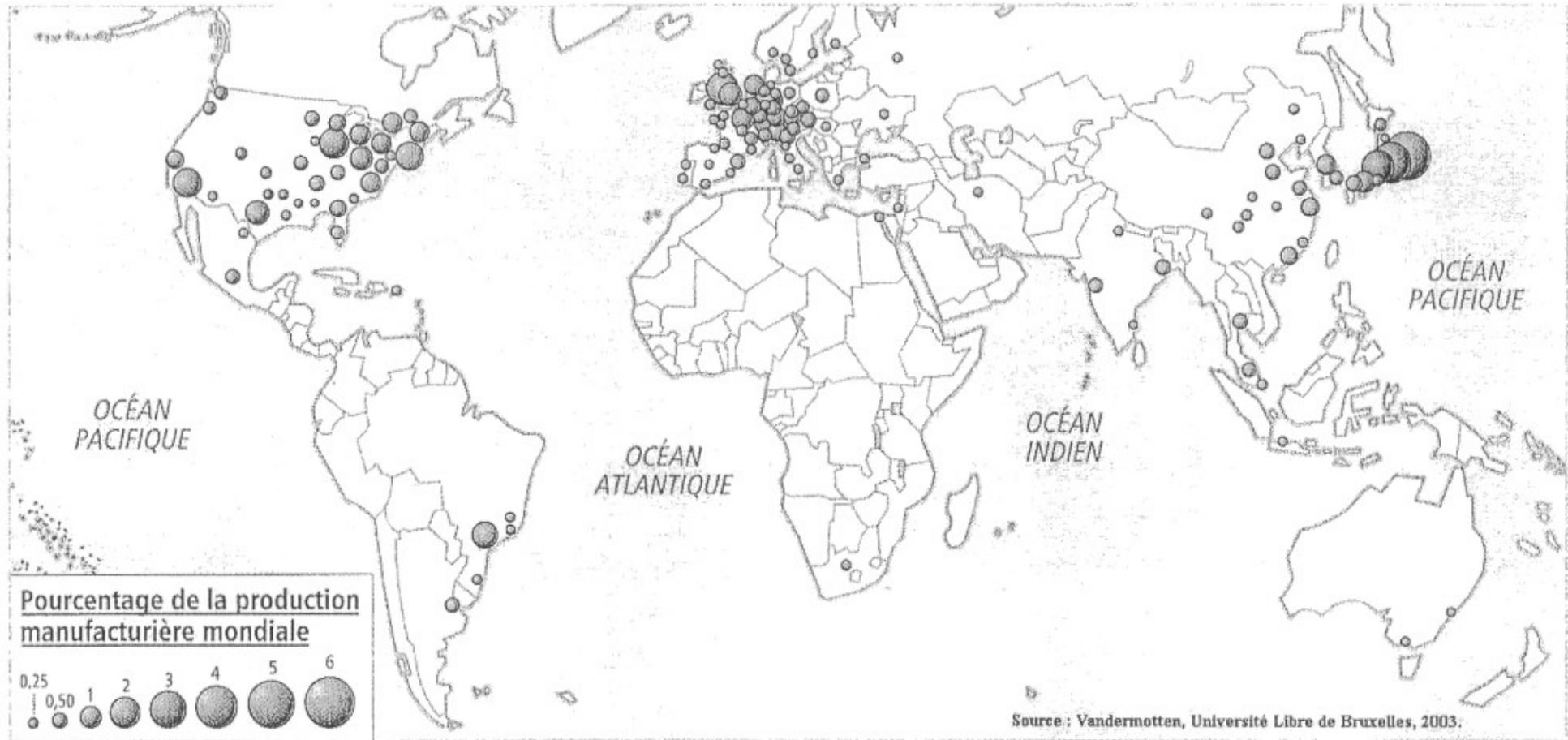
Analyser l'ensemble documentaire en répondant aux questions :

1. Quels sont les principaux pôles industriels du monde (document 1) ?
2. Relever les aspects de la puissance industrielle européenne montrés par les documents 2 et 3 ?
3. D'après le document 2, quel intérêt Renault a-t-il à contrôler l'entreprise japonaise Nissan ?
4. Analyser le document 4.
5. D'après les documents 1, 3, 4 et 5, quelles sont les limites de la puissance industrielle européenne ?

#### *Deuxième partie*

En vous fondant sur ce travail préparatoire, sur les informations extraites des documents et sur vos connaissances personnelles, rédigez une réponse organisée au sujet : « **L'Union européenne : une puissance industrielle ?** ».

**Document 1 : Les principaux noyaux d'industrie manufacturière dans le monde en 1999**

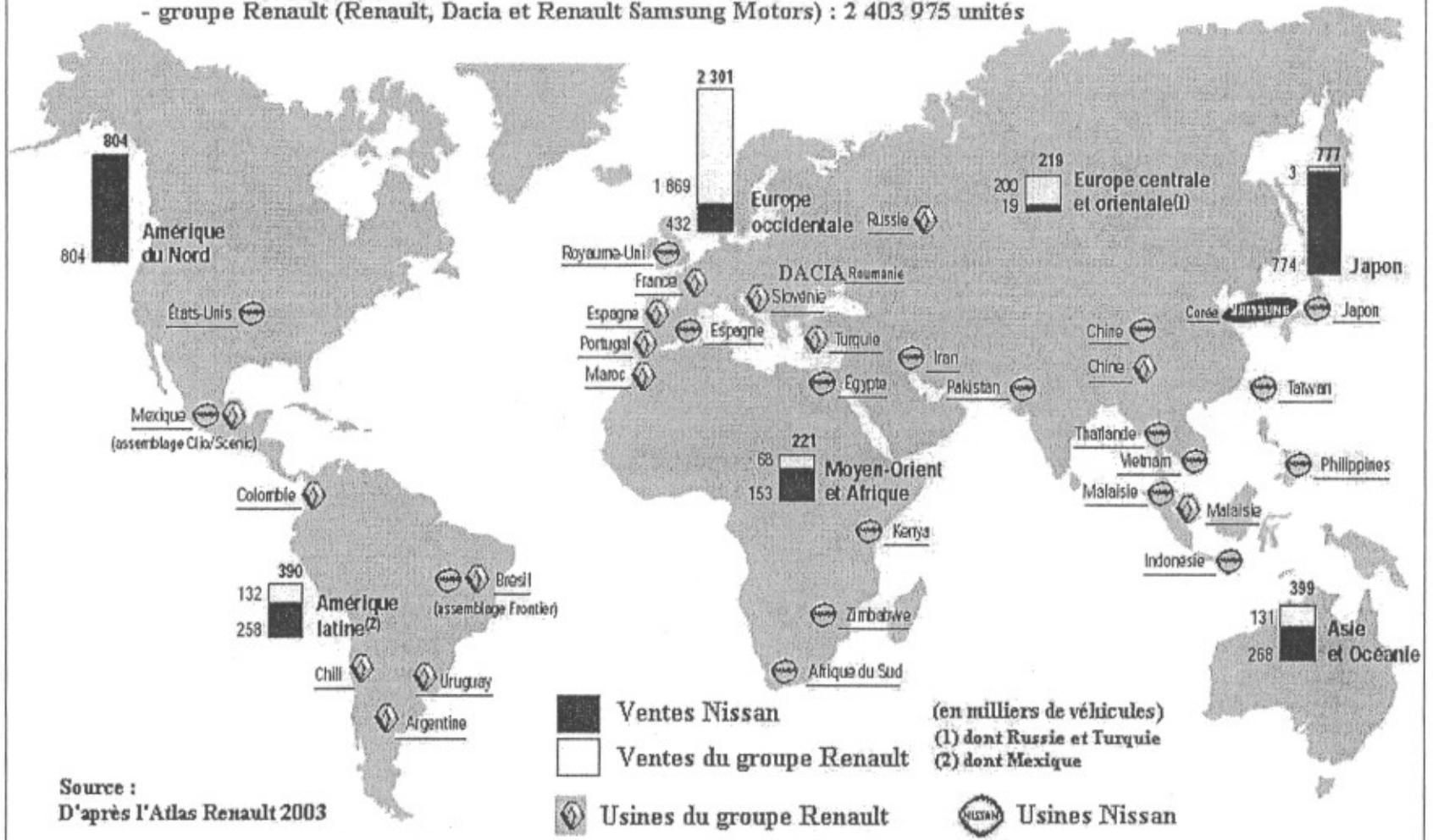


**Document 2 : L'alliance Renault-Nissan, ventes mondiales et implantations industrielles en 2002**

Ensemble, Renault et Nissan ont commercialisé 5 139 505 unités dans le monde en 2002

- Nissan : 2 735 530 unités

- groupe Renault (Renault, Dacia et Renault Samsung Motors) : 2 403 975 unités



### Document 3 : Avec l'A 380, Airbus vole encore plus haut

Dans quelques mois, le plus gros avion mondial jamais construit décollera de Toulouse pour son premier vol d'essai. L'A 380 vient compléter une famille d'avions enfantée par la volonté politique des Français et des Allemands, rejoints ensuite par les Britanniques et les Espagnols. De l'A 300, le premier bimoteur au fuselage large, en 1970, à l'A 340, le très long-courrier quadrimoteur, en passant par l'A 320, vendu à plus de 1600 exemplaires. Son succès, s'il se confirme, devrait sceller pour un moment la domination des Européens sur les Américains dans l'aéronautique civile. Car l'an dernier, pour la première fois, Airbus a livré davantage d'avions que Boeing dans le monde. Et il a engrangé 284 commandes, contre 240 pour le camp d'en face. Boeing challenger d'Airbus ! Qui aurait pu imaginer cela lorsque les premières esquisses du successeur du B 747 sont réalisées en 1993 ? A l'époque, Airbus, encore un consortium européen (\*), plafonne à 30 % de part de marché. [...]

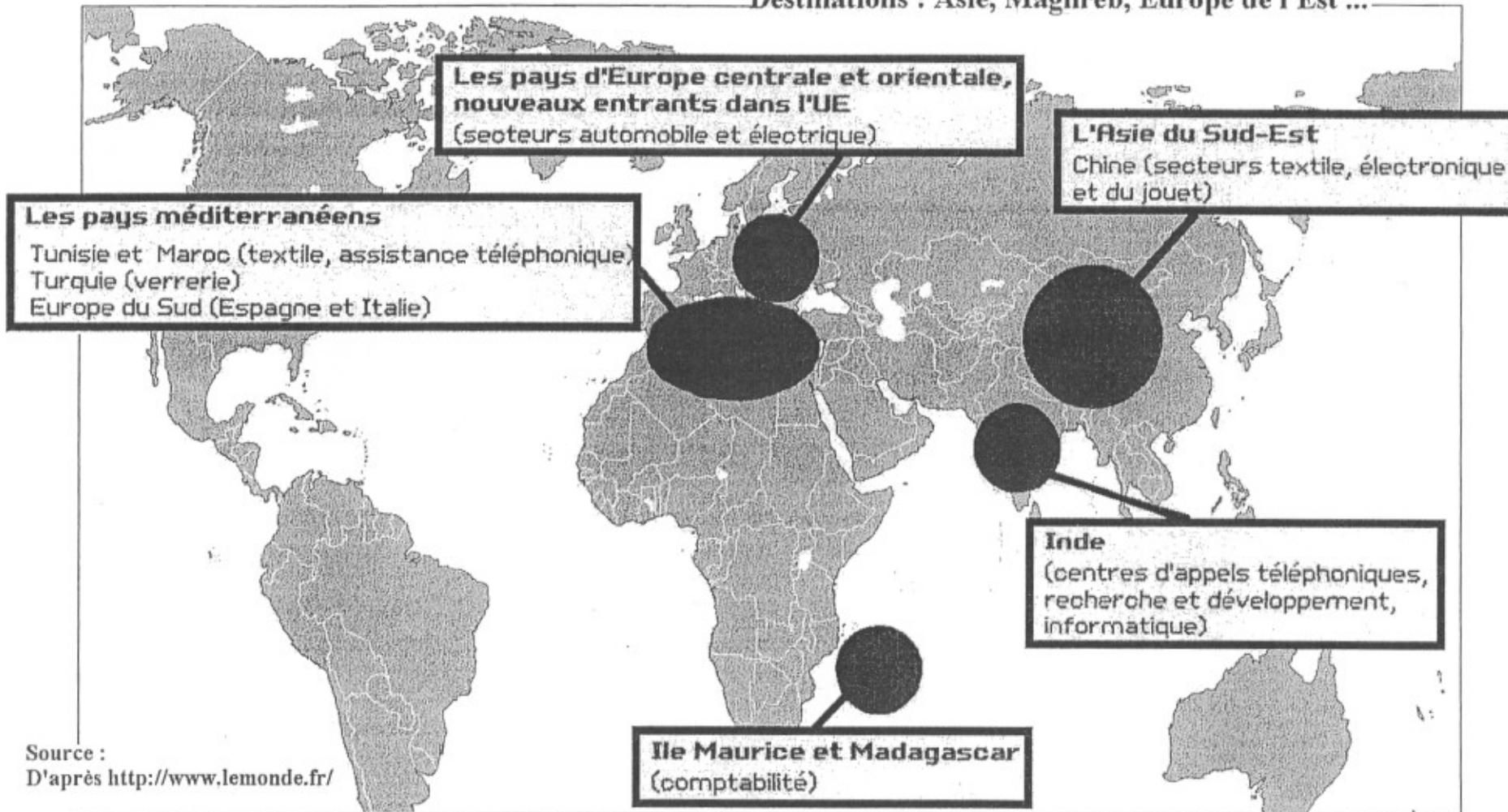
Onze ans plus tard, l'A 380 est là. Dans l'immense hall d'assemblage Jean-Luc Lagardère, construit pour le super-jumbo européen, on peut le voir enserré dans les échafaudages mais déjà doté de ses immenses ailes. C'est le plus grand projet industriel jamais lancé en Europe, avec des sites de production en Angleterre, en Allemagne, en Espagne, en Belgique, et en France bien sûr.

Source : Kira Mitrofanoff, *Challenges*, n° 226, 10 juin 2004

(\*) Créé en 1970, Airbus est d'abord un consortium européen (groupement d'entreprises), c'est aujourd'hui une filiale d'EADS et de BAE Systems.

Document 4 : Les délocalisations

Destinations : Asie, Maghreb, Europe de l'Est ...



## Document 5 : La recherche européenne à la traîne derrière les États-Unis

Le Japon a investi en l'an 2000, 3 % de son produit intérieur brut (PIB) dans la recherche, les États-Unis 2,7 %, tandis que l'Union européenne stagnait à 1,93 %. A taux de change constant, l'Amérique a, cette année-là, consacré à la recherche 100 milliards d'euros de plus que l'Europe. Cet écart a doublé en cinq ans. Il explique en grande partie le différentiel de productivité qui se creuse entre les deux rives de l'Atlantique, et dont la Commission européenne s'était alarmée au mois de mai.

La prise de conscience du danger a conduit les Européens, au sommet de Barcelone, en mars, à s'engager à investir d'ici la fin de la décennie 3 % de leur PIB dans la recherche. [...]

Cet écart croissant entre les deux côtés de l'Atlantique est dû essentiellement à la faiblesse de l'investissement privé, deux fois moins élevé en Europe qu'aux États-Unis. La puissance publique américaine joue un rôle important pour aider cette recherche privée. Grâce aux commandes de l'industrie militaire ou aux accords avec les universités américaines, 12,3 % des recherches des entreprises sont financées par des fonds publics, contre 8,5 % en Europe.

Au moment où l'administration Bush augmente de 47 % le budget de la défense, « *il n'y a pas de prise de conscience suffisante qu'il faut mener cette politique industrielle à l'échelle européenne* », avertit M. Busquin. Le commissaire souligne que « *jusqu'à une période récente, l'effort de recherche consenti dans un État était considéré comme un élément de support à son industrie nationale* », aboutissant à des déperditions d'énergie. Si l'Europe a réussi à unifier son industrie aéronautique autour d'Airbus, le couple Siemens/Deutsche Bahn et Alstom/SNCF se sont livrés à une concurrence féroce et coûteuse pendant un demi-siècle.

Les programmes de recherche européens représenteront 17,5 milliards d'euros de 2002 à 2006 - à comparer avec les 40 milliards d'euros annuels d'aide à l'agriculture. De nombreuses voix demandent qu'ils soient augmentés. Ils doivent, pour M. Busquin, être " *le liant* " pour coordonner les politiques nationales et les efforts industriels.

Source : Arnaud Leparmentier, *Le Monde*, 26 juin 2002.

## Deuxième partie

### HISTOIRE

#### EXPLICATION D'UN DOCUMENT D'HISTOIRE

Le candidat choisit UN des deux sujets proposés.  
Il répond aux questions d'une manière concise.

#### SUJET I

##### Mémoires de H. Truman

En 1956, le président Truman justifie la politique des États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. (Les passages en italique reprennent des éléments d'un discours prononcé devant le Congrès en 1947.)

*« Je crois, dis-je au Congrès et à la nation tout entière qui m'écoutait à la radio, que les États-Unis doivent soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées, ou des pressions venues de l'extérieur.*

*Je crois que nous devons aider les peuples libres à forger leur destin de leurs propres mains.*

*Je crois que notre aide doit consister essentiellement en un soutien économique et financier qui est indispensable à la stabilité économique et à une vie politique cohérente.»*

Dès que le texte de mon discours fut connu, les réactions du monde me prouvèrent que la position que j'avais adoptée à l'égard de ce problème était la bonne. Dans l'univers entier des voix s'élevaient pour m'approuver, tandis que les communistes et leurs partisans m'attaquaient féroce­ment. Cette fois, une ligne de démarcation bien nette avait été tracée, car j'avais déclaré devant le Congrès que « chaque nation se trouvait désormais en face d'un choix à faire entre deux modes de vie opposés ».

*« L'un d'eux, avais-je dit, repose sur la volonté de la majorité et il est caractérisé par des institutions libres, un gouvernement représentatif, des élections libres, des garanties assurant la liberté individuelle, la liberté de parole et de religion, et l'absence de toute oppression politique.*

*Quant à l'autre, il repose sur la volonté d'une minorité imposée par la force à la majorité. Il s'appuie sur la terreur et l'oppression, une presse et radio contrôlées, des élections truquées et la suppression des libertés personnelles.*

*Les semences des régimes totalitaires sont nourries par la misère et le dénuement. Elles croissent et se multiplient dans le sol aride de la pauvreté et du désordre. Elles atteignent leur développement maximum lorsque l'espoir d'un peuple en une vie meilleure est mort.*

*Cet espoir, il faut que nous le maintenions en vie.*

*Les peuples libres du monde attendent de nous que nous les aidions à sauvegarder leurs libertés.*

*Si nous faiblissons dans notre tâche de soutien et de guide, nous pouvons mettre en danger la paix du monde et nous compromettrons à coup sûr le bonheur de notre nation. »*

Lorsque j'eus terminé mon discours, les assistants se levèrent d'un seul élan pour m'applaudir.

H. Truman, *Mémoires, Années d'épreuve et d'espérance*, Paris, Plon, 1956.

#### Questions :

1. Expliquez la phrase soulignée.
2. Dans le texte, sur quel aspect du modèle américain Truman insiste-t-il ?
3. Connaissez-vous d'autres aspects essentiels de ce modèle ?
4. Expliquez la vision du modèle soviétique présentée par Truman.
5. Quelle a été l'influence du discours de Truman sur l'évolution politique du monde en 1947 ?

## SUJET II

### Le refus de l'intervention en Irak.

*Devant le Conseil de sécurité de l'ONU, en mars 2003, le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, explique pourquoi la France opposera son veto à une intervention internationale en Irak.*

L'option de la guerre peut apparaître a priori la plus rapide. Mais n'oublions pas qu'après avoir gagné la guerre il faut construire la paix. Ce sera long et difficile, car il faudra préserver l'unité de l'Irak, rétablir de manière durable la stabilité dans un pays et une région durement affectés par l'intrusion de la force. La guerre est toujours la sanction d'un échec. [...]

Nous devons prendre la mesure de l'impact qu'aurait une action militaire contestée actuellement. Ne risquerait-elle pas d'aggraver les fractures entre les sociétés, entre les cultures, entre les peuples, fracture dont se nourrit le terrorisme ? La France l'a toujours dit : nous n'excluons pas la possibilité qu'un jour il faille recourir à la force, si les rapports des inspecteurs (\*) concluaient à l'impossibilité pour les inspections de se poursuivre. Le Conseil devrait alors se prononcer et ses membres auraient à prendre toutes leurs responsabilités. En tout état de cause, dans une telle éventualité, c'est bien l'unité de la communauté internationale qui serait la garantie de son efficacité. De même, ce sont bien les Nations unies qui resteront demain, quoi qu'il arrive, au cœur de la paix à construire. [...]

Et c'est un vieux pays, la France, un continent comme le mien, l'Europe, qui vous le dit aujourd'hui, qui a connu les guerres, l'occupation, la barbarie. Un vieux pays qui n'oublie pas et qui sait tout ce qu'il doit aux combattants de la liberté venus d'Amérique et d'ailleurs. Et qui pourtant n'a cessé de se tenir debout face à l'histoire et devant les hommes. Il veut agir résolument avec tous les membres de la communauté internationale. Fidèle à ses valeurs, il croit en notre capacité à construire ensemble un monde meilleur.

Dominique de Villepin.

*(\*) Chargés par l'ONU de vérifier si l'Irak dispose ou non d'armes de destruction massive, chimiques, biologiques ou nucléaires.*

#### Questions :

1. Qu'est-ce que le Conseil de sécurité de l'ONU et quelle place la France y tient-elle ?
2. Quelles menaces la phrase soulignée évoque-t-elle ?
3. Comment le ministre français des Affaires étrangères envisage-t-il le règlement des problèmes internationaux ?
4. Cette position a-t-elle été partagée par l'ensemble de la communauté internationale à l'occasion de cette crise irakienne ?